



Déclaration liminaire CAPD du 27 février 2014

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs les IEN,

Gel du point d'indice, augmentation des prélèvements obligatoires, augmentation de la TVA, recul de l'âge de la retraite, augmentation du nombre de trimestres obligatoires, décote, baisse des pensions de retraite, augmentation du coût de la vie, augmentation du chômage, augmentation de la précarité, augmentation de la difficulté scolaire, augmentation des effectifs, diminution du nombre d'enseignants, diminution des aides spécialisées, diminution des remplacements, augmentation des tâches administratives, dégradation des conditions de travail, quasi disparition de la formation continue, diminution des possibilités de mutation ... nous faisons déjà cet inventaire à la Prévert en février 2012.

Depuis, un changement de gouvernement est intervenu, porteur d'espoir pour un grand nombre de nos collègues.
Pourtant, malgré l'affichage médiatique d'une priorité à l'éducation et en particulier à l'école primaire, nous cherchons en vain le moindre signe d'amélioration.

Les réformes en cours dans notre Service Public n'apportent aucune amélioration. Que ce soit la réforme des rythmes, la réforme de la formation continue, ou les perspectives en terme de carte scolaire, la désillusion gagne du terrain. Nos collègues souffrent dans leur vie et dans leur exercice professionnel, et malgré tout ils continuent à se battre au jour le jour, pour assurer la meilleure qualité d'enseignement pour leurs élèves.

L'Education Nationale, à l'instar de tous les Services Publics, est invariablement présentée comme un coût, comme une charge, qu'il s'agirait de faire baisser pour réduire les frais de fonctionnement d'un Etat qui serait un frein à la compétitivité des entreprises.

Alors bien sûr, le discours officiel a changé. Ce sont les commentateurs médiatiques, la Cour des Comptes ou les officines privées qui s'en chargent, mais le poison du dénigrement continue à être distillé dans l'opinion, le pouvoir n'apportant aucun démenti à ces assertions. Pire, il annonce à grand bruit un pacte de responsabilité qui fera une nouvelle fois porter les efforts sur tous les salariés, qu'ils travaillent dans le secteur public ou le secteur privé.

La méthode est pernicieuse. On engage les partenaires sociaux à assumer une part de la responsabilité des réformes qui diminuent les acquis sociaux, en

accordant quelques maigres contreparties qui ne compensent jamais les pertes. Au motif d'effacer une inégalité, on dégrade les droits de tous.

Ceux qui parlent de privilèges à propos des fonctionnaires n'ont qu'un objectif : opposer les salariés entre eux, les privés d'emploi aux travailleurs, les « gagne rien » aux « gagne petit », les jeunes aux seniors.

La stratégie est ancienne, mais elle a fait ses preuves : miser sur la division pour empêcher la lutte collective seule capable d'inverser le rapport de forces. La France n'a jamais produit autant de richesse, et cette richesse est confisquée par 10% de nos concitoyens qui ne participent pas à la solidarité nationale. Mais peut-on encore parler de citoyenneté s'agissant d'individus préoccupés de leur seul profit au détriment du bien public ?

C'est pourquoi la FSU, avec la CGT, FO et Solidaires, appelle les personnels à une journée de grève le mardi 18 mars.

roselyne bergé-sarthou, magali laborde, joëlle noguère et pierre torres